

RUMILLY, Robert, *Histoire de la province de Québec.*
Tome XXXIII — La plaie du chômage — 257 p. Éditeur : Fides.

Léo-Paul Desrosiers

Volume 15, numéro 4, mars 1962

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/302159ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/302159ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Desrosiers, L.-P. (1962). Compte rendu de [RUMILLY, Robert, *Histoire de la province de Québec.* Tome XXXIII — La plaie du chômage — 257 p. Éditeur : Fides.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 15(4), 600–602.
<https://doi.org/10.7202/302159ar>

RUMILLY, Robert, *Histoire de la province de Québec*. — Tome XXXIII — La plaie du chômage — 257 pages. Editeur: Fides.

Le présent ouvrage de Robert Rumilly rappelle le cauchemar que notre pays a vécu pendant dix ans. Il n'épuise pas le sujet. C'est plutôt l'entrée dans la nuit qu'il décrit puisqu'il s'arrête au bout de quatre années.

L'A. nous tire à sa suite dans les divers milieux politiques, financiers, sociaux, aux prises avec le problème de grande envergure qui se posait à l'improviste. On peut dire en général qu'ils ne surent pas le régler et que les solutions ne furent pas à la taille du désastre. Plusieurs hommes s'y mesurèrent avec zèle et sincérité, il faut le reconnaître. Mais il n'y avait pas d'harmonie entre les divers gouvernements intéressés, chacun suivait sa politique. Les revenus subirent une diminution phénoménale;

les institutions branlaient sur leurs fondements; les frictions personnelles entre gouvernants ne manquaient pas. Personne ne savait pendant quel temps durerait la crise et l'on recourait aux expédients provisoires. La seconde guerre mondiale n'avait pas passé, non plus, et il existait une révérence solide pour les budgets équilibrés, les impôts légers. Comment augmenter ceux-ci d'autre part avec des salaires qui n'avaient pas accompli leur ascension en spirale, étaient devenus minimes, ridicules; avec les agriculteurs qui ne vendaient plus leurs produits qu'aux prix d'il y a cent ans et plus? De ces faits, il résultait une parcimonie que notre génération gaspilleuse ne comprend plus, dont elle se moque. Ainsi, trois gouvernements consentirent à déboursier, chacun, \$200.000. par an, pour une entreprise de colonisation que l'on voulait grande et croyaient qu'on leur devait des éloges. Ce fut l'ère des palliatifs. Pas de ces programmes de fond qui auraient remis l'économie en mouvement. M. R. B. Bennett s'occupa bien de la canalisation du Saint-Laurent, mais les Etats-Unis entasèrent les délais et les libéraux n'étaient pas favorables à une entreprise qu'ils exécutèrent plus tard. Cette carence conduisit insidieusement, dans le temps, à une admiration pour les régimes d'Hitler et de Mussolini qui semblaient voir plus grand, sous un plafond plus élevé, avant de plonger dans la guerre.

L'un des caractères de ces années fut certainement l'agitation. A Ottawa, le Sénat poursuivit une longue enquête sur le scandale de la Beauharnois, qui élaboussa nombre de personnes. Un autre sénateur fut impliqué dans un trust du charbon qui tenait la dragée haute aux consommateurs. Au provincial, Camillien Houde perdait peu à peu son emprise sur le parti qu'il n'avait pu conduire à un grand succès. A la suite de luttes ouvertes ou souterraines, Maurice Duplessis le remplaça. Son principal adversaire avait été Onésime Gagnon qui avait tué presque toutes ses chances d'avenir au fédéral en votant pour la célèbre motion Boulanger qui demandait une monnaie et des chèques bilingues. Il se rallia sincèrement au nouveau chef qui, peu à peu, mit la main sur toutes les rênes du parti et commença une lutte dure contre le premier ministre, Taschereau.

Sûr de lui-même, de son pouvoir et de tout, celui-ci ne prit pas garde aux premiers symptômes de la désagrégation de son parti. Ils se manifestèrent en particulier sur la question de l'électricité. Ernest Lapointe, Damien Bouchard, bien d'autres apparurent bientôt comme des dissidents. De violents combats se produisirent et l'on vit des libéraux apparaître dans des camps adverses. La différence de mentalité était assez prononcée, et bientôt se révéla sur d'autres questions.

Des journalistes de bonne envergure commentaient tous ces événements à commencer par le chômage. La première équipe du DEVOIR, Olivar Asselin, Louis Francœur, par exemple, savaient manier des plumes acérées. Les équipes politiques étaient très bien douées. Puis le mouvement « Jeune-Canada », se lançait à l'assaut avec beaucoup d'élan et organisait des manifestations puissantes.

Fièvre en partie stérile ? Sous certains aspects, oui, peut-être. Mais d'un autre côté devaient apparaître des documents d'importance primordiale et autour desquels on se battrait demain avec furie : les deux manifestes de l'Action sociale populaire et un programme de restauration sociale. Des Jésuites, des laïques s'étaient longuement concertés pour élaborer enfin un vaste plan qui visait à une rénovation complète de l'agriculture, à une réforme politique, à une tentative de briser les trusts. On demandait en particulier des pensions de vieillesse, des allocations familiales, un crédit agricole. Bientôt s'organiseraient autour de ces écrits de nouvelles forces politiques qui combattraient âprement.

Ces volumes de l'A. sont fort précieux pour rappeler à la génération d'aujourd'hui l'histoire d'hier que tous oublient si facilement.

LÉO-PAUL DESROSIERS